

Dossier SIDA : "l'etat n'est pas pris au sérieux"

Autor(en): **Bucheli, Erika / Tanner, Marcel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): - **(2003)**

Heft 56

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-971305>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

« L'Etat n'est pas pris au sérieux »

INTERVIEW ERIKA BUCHELI

La prévention et le traitement du sida dans les pays en voie de développement sont souvent confrontés à la faiblesse des systèmes officiels de santé publique, estime Marcel Tanner, directeur de l'Institut tropical suisse.

HORIZONS: Les pays en voie de développement sont les plus touchés par le sida. Comment la recherche peut-elle contribuer à résoudre leurs problèmes ?

MARCEL TANNER: Elle joue notamment un rôle important au niveau du développement des vaccins et des médicaments. Mais ce n'est pas tout ! Sur un deuxième plan, il faut que les chercheurs testent l'efficacité et le degré de tolérance des vaccins et des médicaments. Il importe troisièmement de vérifier si une action peut être intégrée dans un système de santé publique. Enfin, il faut voir si la situation des personnes s'est améliorée, si la morbidité et la mortalité dues au virus ont diminué. Peut-on vraiment atteindre toutes les personnes, même les plus pauvres, ou seulement les couches supérieures de la population ? Le problème est que, jusqu'ici, les recherches n'ont été menées que sur le premier plan, où d'énormes progrès ont été faits, pensez à la HAART (Highly Active Anti-Retroviral Therapy) ! Or, la question qui se pose n'est pas seulement de savoir si nous disposons de médicaments efficaces, mais aussi si nous pouvons appliquer cette thérapie à une large échelle et si l'état de santé des personnes s'en trouve amélioré.

Cela signifie-t-il que le coût des médicaments ne représente qu'une petite partie du problème ?

Le coût des médicaments joue un rôle primordial. Mais d'autres questions se posent : comment, dans des systèmes de santé publique structurés différemment, garantir un tel traitement non seulement aux habitants

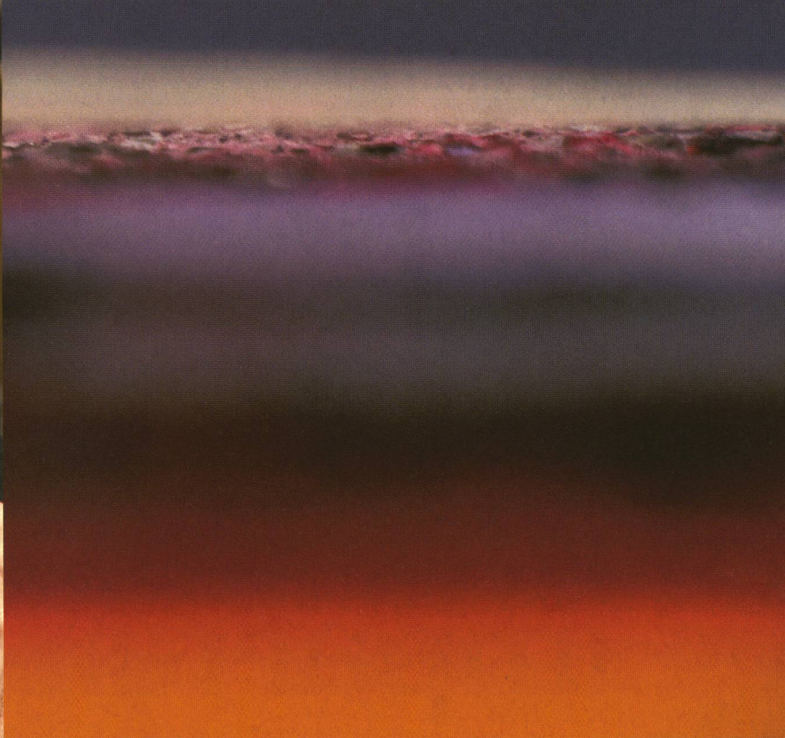
de la capitale ou aux nantis, mais aussi à ceux qui vivent dans la périphérie, dans les bidonvilles ou dans une lointaine campagne. C'est un point fondamental. Car toute intervention en santé publique vise une répartition équitable.

Cela n'est-il pas simplement lié à la mauvaise situation économique des pays en voie de développement ?

Le problème de la répartition n'est pas qu'une question d'argent mais aussi de structure. Où faut-il implanter des dispensaires et combien ? Dans de nombreux pays africains, la privatisation progresse rapidement. Il y a 20 ans, nombre de ces pays disposaient d'un secteur officiel de santé publique exclusivement mené par les missionnaires ou les œuvres d'entraide. Aujourd'hui, le secteur privé explose littéralement dans les villes. Même dans les pays autrefois socialistes, il existe des pharmacies et des cabinets médicaux privés. Il est difficile de garantir des soins à la population, s'il n'y a pas de bases légales qui définissent la fonction et le rôle des différents fournisseurs de prestations. Il faut éviter que le secteur privé s'approprie ce qui rapporte de l'argent et que le secteur public doive se charger du reste.

Sinon, seuls ceux qui ont de l'argent pourront se payer un traitement...

Le problème réside non seulement dans le fait d'être riche ou pauvre, mais aussi dans la possibilité d'avoir accès à ceux qui en ont besoin.



« Si, avant de se faire soigner, on renvoie le patient s'acheter des pansements ou un désinfectant, comment celui-ci peut-il prendre au sérieux le système de santé officiel ? », s'interroge Marcel Tanner.

Les mesures préventives sont un bon exemple. Elles incombent à l'Etat, car le secteur privé n'y voit généralement pas d'intérêt. Mais l'Etat est souvent incapable de faire face à cette réalité. Si une personne va se faire soigner une plaie dans un dispensaire public, on lui dira d'aller d'abord acheter du désinfectant, des pansements ou une infusion. On donne ainsi l'impression que la santé publique officielle ne vaut rien. L'Etat n'est pas pris au sérieux, sa crédibilité et la qualité des soins baissent en conséquence. Il n'est alors plus à même de prendre des mesures préventives comme des campagnes de vaccination et d'information mère-enfant. Voilà les grands problèmes auxquels les systèmes africains de santé publique sont confrontés. S'y ajoutent les questions de planification et de fixation des priorités, comme chez nous d'ailleurs. Rationalisation et rationnement sont les mots clés de la santé publique.

N'est-ce pas plutôt un problème politique ? En quoi la recherche peut-elle apporter une réponse ?

La recherche appliquée peut fournir les bases décisionnelles susceptibles d'influencer le processus sociopolitique. En d'autres termes, la recherche recueille, analyse et synthétise les informations qui, d'une part, permettent de planifier la santé publique et qui, d'autre part, montrent comment à la fois investir dans le système de santé publique et assurer de façon optimale une répartition équitable.

Quel rôle joue la femme ?

Hommes et femmes jouent tous les deux un rôle important. Celui des femmes est dans la majorité des cas plus décisif, car elles sont nettement plus vulnérables que les hommes. Dans la plupart des foyers, en particulier dans l'agriculture (l'économie de subsistance), elles occupent des fonctions clés. Elles garantissent le revenu du foyer, s'occupent de

la famille et des enfants et veillent à leur santé. Mais elles n'ont souvent pas de réel pouvoir décisionnel et font l'objet de discriminations. Et si elles ont une maladie comme le sida, elles sont stigmatisées. Pour que la lutte contre le sida rencontre un succès durable dans les pays en voie de développement, elle doit largement s'appuyer sur les femmes. ■

PARTENARIATS AVEC L'AFRIQUE

Marcel Tanner est directeur de l'Institut tropical suisse et professeur d'épidémiologie et de parasitologie médicale à l'Université de Bâle. Dans le Programme prioritaire (PP) Environnement, il a analysé avec son équipe les risques pour la santé des méthodes d'irrigation utilisées dans le Sahel et développé ensuite de nouvelles pratiques. Dans le cadre du Pôle de recherche national (PRN) « Nord-Sud : partenariats de recherche pour un allègement des syndromes du changement global », il dirige le projet : « Santé et bien-être ». A l'aide de différentes études de cas, ses collaborateurs étudient la situation des familles contaminées par le virus VIH, analysent les tendances épidémiologiques, en particulier dans les villes d'Afrique de l'Ouest et dans les couches défavorisées de la population, afin de fournir les bases d'une prévention et d'un traitement ciblés de la maladie.